

NOTE SUR LE BILAN CONFEDERAL 2019-2022

Chapitre I : ACTIONS ET MOBILISATIONS :

Le bilan des mobilisations depuis le 52^e congrès est marqué en particulier par le mouvement contre la réforme des retraites à l'hiver 2019-2020.

- La bataille des retraites :

On peut constater que la confédération a joué un rôle positif en contribuant à impulser les mobilisations interprofessionnelles à partir du 5 décembre 2019. Cependant le mérite revient surtout à un certain nombre d'organisations professionnelles, au premier rang desquels les FD des cheminots et la CGT RATP, qui ont été de vraies locomotives sans oublier le volontarisme et l'implication de plusieurs UD et de certains gros syndicats. Le 5 décembre a été porté d'abord à la RATP et il a fallu de longues semaines et des débats fastidieux et houleux à la CEC pour qu'enfin la CGT s'implique avec une dimension interprofessionnelle et nationale dans la bataille contre la réforme Delevoye. S'il n'y a pas eu de trêve des confiseurs pour les mobilisations, ce n'est pas imputable pour autant à la direction confédérale. Là aussi ce sont les mêmes FD et UD qui ont permis que le soufflet ne retombe pas pendant les 15 jours de congés de fin d'année par la multiplication de piquets et rassemblements locaux pour soutenir les quelques champs fédéraux mobilisés sans relâche. Si les carences dans le processus de mobilisation ne sont évidemment pas imputables à la seule direction confédérale, celle-ci n'a pas su construire une stratégie pour contrer la réforme des retraites du gouvernement en étant force de propositions, stratégie qu'elle aurait pu mettre au débat avec d'autres organisations syndicales, avec la population, pour construire un rapport de forces autour de propositions de progrès pour toutes et tous. Cette tendance confédérale à ne pas porter le combat sur le fond, en restant sur des postures, a nui au développement du mouvement. L'organisation de grandes journées espacées (jusqu'à 15 jours) s'est révélée sans surprise insuffisante. De nombreux champs professionnels n'ont pas mobilisé les salariés à un niveau satisfaisant alors que

tout le monde du travail était impacté par le projet de réforme. La direction confédérale n'a pas été en capacité d'aider à cette mise en mouvement collective. Certes le projet a été abandonné, mais sans l'aide de la pandémie nous aurions probablement dû encaisser cet énième recul antisocial gravissime qui aurait aboli le système de retraites issu de 1945.

- Les autres batailles :

Hormis ce mouvement certes important mais qui atteindra son plafond avec 1 million de manifestants (à opposer aux 3 à 4 millions contre la réforme Woerth en 2010), le bilan des mobilisations est pauvre voire famélique. Et ce malgré 3 années marquées des tensions sociales permanentes en relation avec la gestion calamiteuse de la pandémie, les conséquences sociales de celle-ci, la précarisation, la dégradation des conditions de travail, le passe sanitaire et vaccinal, les exigences sur les salaires, le creusement insupportable des inégalités, les difficultés accrues pour un plus grand nombre pour boucler les fins de mois, les hausses du prix de la vie et en particulier de l'énergie. Les mobilisations professionnelles et locales ont été constantes notamment depuis 2021, notamment sur les salaires, contrastant fortement avec l'atonie et la faiblesse des mobilisations nationales que la direction confédérale n'a pas su impulser et coordonner. 2022, dernière année pleine du mandat a été révélatrice de ce constat.

La journée interprofessionnelle du 17 mars décidée et préparée depuis 3 mois et demi a réuni 80 000 manifestants dans tout le pays selon la CGT. A titre de comparaison, les manifestations spontanées de l'été 2021 contre le passe sanitaire ont rassemblé jusqu'à 400 000 personnes. Selon la CGT, le 1^{er} mai 2022 a réuni 210 000 participants. En plein cycle électoral et alors que les thématiques sociales étaient prépondérantes dans la campagne, ce chiffre est inquiétant.

Là aussi, pour comparer avec les années d'élections présidentielles, le 1^{er} mai 2017 la CGT revendiquait 280 000 personnes et 750 000 le 1^{er} mai 2012. Ce bilan interroge sur l'état des mobilisations organisées par la CGT et sa capacité à construire le rapport de forces. Comment expliquer que des mouvements existent dans des milliers d'entreprises et des services publics depuis 2021 et qu'aucune grande mobilisation nationale et interprofessionnelle réussie ne puisse être construite ?

Ces interrogations renvoient à nos difficultés concernant l'approche du mouvement des gilets jaunes. Le mandat actuel aurait pu et dû être l'occasion d'une réflexion

approfondie sur notre rapport à la partie du salariat la plus éloignée du syndicalisme, sur nos difficultés à appréhender l'émergence de mouvements sociaux se développant sans les organisations syndicales, sur la nécessité de rechercher et construire des convergences.

Ce mouvement pose fondamentalement la question de la position occupée par la CGT dans le monde du travail et de la perception qu'en a une partie croissante du salariat, qui nous considère de moins en moins comme une force centrale en capacité de peser réellement sur le cours des choses.

La période inédite traversée - mouvement des retraites, gilets jaunes, pandémie - aurait dû conduire la direction de la CGT à impulser des débats partout dans l'organisation pour analyser collectivement ce moment et élaborer ensemble une stratégie. Rien de cela n'a eu lieu, pire les journées d'été, moment de réflexion commune sur le fond, ont été annulées pendant deux années consécutives.

Chapitre II : LES CAMPAGNES REVENDICATIVES :

- Au sein du corps militant

La CGT apparaît de plus en plus inaudible non seulement dans les mobilisations nationales mais aussi du fait de campagnes revendicatives de moins en moins visibles et saisies par les salariés et même par les militants. Rares ont été les campagnes comme celles sur les 32h, les salaires, la réindustrialisation ou contre les idées d'extrême droite aboutissant à de vrais efforts pour relayer les argumentaires dans toute l'organisation en faisant la démarche de journées d'études dans de nombreuses UD et en ne se contentant pas de séminaires centralisés à Frachon ou d'envois clairsemés de matériel par mail. Trop souvent les militants ignorent le contenu revendicatif des campagnes CGT. Les envois de mails ne suffisent pas à faire une vraie campagne, qui doit s'inscrire dans une stratégie, découlant de choix démocratiques, définissant des priorités et travaillant la cohérence de nos campagnes. Beaucoup de militants se désintéressent des outils confédéraux de communication. Le site « Analyses et propositions » est méconnu de très nombreux camarades pourtant impliqués et investis. La presse confédérale est peu lue. Si on faisait un sondage dans

les directions d'UL, UD ou FD sur les propositions de la CGT par exemple sur l'urgence sociale et climatique, on mesurerait certainement l'impact émoussé de notre organisation en grande difficulté pour relayer ses propres campagnes au sein même de son cercle militant. Cela interroge sur l'utilité de l'appareil confédéral car les dizaines de conseillers confédéraux produisent moult matériels et notes très précises et trop peu lues. On est ainsi plus proche du syndicalisme d'experts que du syndicalisme de masse. L'impact sur le salariat dans ces conditions s'en ressent nécessairement.

Le travail confédéral sur les enjeux industriels et énergétiques a été révélateur des difficultés profondes pour articuler coordination entre les organisations et inscription dans une perspective confédérale. Ces difficultés, tenant en particulier à une conception verticale du secrétaire général et à des remises en cause répétées du fédéralisme, n'a pas permis de faire vivre une ambition revendicative partagée dans les syndicats. Pourtant l'industrie est au cœur des enjeux de redressement du pays et la question de l'énergie et de son prix devient centrale. Par exemple, la journée d'études sur ce sujet d'octobre 2021 est jusqu'à présent restée sans suite, alors que de nombreuses structures sont demandeuses d'un éclairage et de débats sur ce sujet.

- Vis-à-vis du salariat : l'exemple de la lutte contre l'extrême droite et celui de la campagne « Plus jamais ça »

. Depuis de nombreuses années, la CGT impulse une campagne contre l'extrême droite et son imposture sociale. Pourtant, élection après élection, la proportion de sympathisants CGT qui votent pour l'extrême droite ne cesse de croître. Plus de 25% en 2022 contre 15 en 2017 et 9% en 2012 selon Harris Interactive. Une telle situation pose toute une série de questions : quel impact de nos campagnes dans le salariat ? quels ajustements ? quelles articulations avec d'autres dimensions (rapport aux organisations politiques et contribution syndicale à la construction de perspectives de progrès) ? On ne tire pas assez de bilan des campagnes pour pouvoir les reconfigurer ou les retravailler quand elles ne portent par leurs fruits.

L'évolution du poids de l'extrême droite (ED) dans le pays amène plus largement d'autres interrogations. L'idée de refuser de combattre l'extrême droite sur les plateaux de télé sous prétexte de ne pas la légitimer doit au minimum être questionnée. Les libéraux et leurs médias ont installé l'ED dans le paysage du PAF et la question de ne pas les affronter directement ne se pose plus nécessairement dans les

mêmes termes qu'à l'époque où le FN peinait à avoir accès aux médias. Cela n'aboutit qu'à mettre la CGT en sourdine encore davantage au profit des idées d'extrême droite. Débattre ce n'est pas légitimer, débattre c'est aussi combattre farouchement et ne pas se passer les plats avec complaisance. C'est finalement toute une culture de l'affrontement idéologique qu'il nous faut retrouver. Pire, alors que le RN envoie 89 députés à l'Assemblée, et place 2 vice-présidents, la direction confédérale ou plutôt un petit groupe restreint au sein de celle-ci a décidé, avant de finalement se raviser, de ne plus envoyer de délégations en audience à l'Assemblée, institution politique majeure, dès lors qu'un député du RN serait présent. On atteint ici les sommets de la marginalisation de la CGT de par ses propres décisions. Notons qu'aucune autre OS n'a envisagé de telles mesures qui l'aurait handicapée elle-même bien plus qu'elle aurait affecté l'ED.

Alors même que les salariés tirent eux-mêmes les leçons du Covid 19 via par exemple le mouvement dit de la Grande démission qui met le patronat occidental sous pression ou via des mouvements locaux sur les salaires, les analyses de la CGT dans le cadre de « Plus jamais ça » ne touchent pas le salariat. Ce partenariat de la CGT avec des ONG comme Greenpeace qui sont souvent en contradiction avec les FD de la CGT, comme par exemple sur le nucléaire, n'a jamais permis depuis 2020 à la CGT de peser sur les choix politiques ou même sur les débats publics. La CGT a depuis longtemps choisi de travailler avec d'autres syndicats, partis, associations en toute indépendance, en accord avec ses repères revendicatifs. Ici c'est de toute autre chose dont il s'agit. La CGT a pris un virage sociétal qui cultive le politiquement correct à gauche. Ce virage conduit à une impasse : aucune perspective concrète ne s'ouvre pour se mettre en capacité de répondre aux défis du réchauffement climatique ou de la guerre sociale qui s'annonce. Les enjeux environnementaux doivent être intégrés par les salariés dans les entreprises car aucune solution ne se trouvera sans eux et sans progrès social. Ce partenariat a même paralysé la Confédération quand elle aurait dû soutenir la lutte exemplaire des salariés de la centrale de Gardanne en grève pendant des mois. Au prétexte que l'outil de travail était polluant et en ignorant largement les propositions des grévistes d'innovations technologiques porteuses écologiquement et économiquement, la Confédération a substitué une logique de communication en

fonction d'un vent supposé dominant à une orientation de soutien aux luttes existantes. Ce fut une ligne rouge franchie.

Chapitre III : LE RAPPORT AU POLITIQUE:

La question du rapport au politique a été largement marginalisée durant le dernier mandat. Aucun débat de fond n'a été mis en place. Au nom du respect de l'indépendance syndicale que personne ne remet en cause à la CGT, la Confédération cultive une défiance de plus en plus accrue à l'égard des partis progressistes et se tient éloignée de toute initiative commune avec eux. L'exemple du travail entrepris autour de « Plus jamais ça » en est la parfaite illustration puisqu'ostensiblement la CGT s'y est associée à des associations et des ONG dont certaines d'ailleurs ont historiquement des divergences très fortes avec nos repères et ne se placent pas, comme Greenpeace, dans l'optique de la rupture avec le capitalisme. Cette alliance n'a laissé aucune place aux partis antilibéraux ou progressistes. Ceci est une rupture majeure inquiétante : au nom de quoi la CGT espère-t-elle impacter et atteindre plus les salariés par les associations que par les partis politiques ? Qu'est-ce qui motive une telle évolution ? Jamais un éclaircissement ou une explication sérieuse – et encore moins la reconnaissance d'une erreur - n'a été fournie ni durant les débats statutaires ni dans des notes ou des communiqués.

La campagne des présidentielles et des législatives aurait été une séquence propice en direction des partis. Non pas pour être à la remorque d'un parti ou d'un autre mais pour peser et influencer les orientations de tous les partis se réclamant du dépassement du capitalisme, pour développer ou construire les liens indispensables en vue de favoriser la traduction politique des revendications, pour profiter de ces séquences pour mettre en débat publiquement les propositions de la CGT et faire se positionner les candidats. L'organisation de débats autour des propositions de la CGT sur les salaires, les 32h, les services publics, la santé, la Sécurité sociale ou les stratégies industrielles et réunissant des candidats progressistes ou des porte-paroles de ceux-ci auraient permis à la CGT de se faire entendre et de peser sur les thématiques de campagne. Durant plus de huit mois de campagne, la CGT a été inaudible. Elle s'est cantonnée à un rôle d'observateur publiant des notes sur telle ou telle déclaration ou polémique.

Le seul moment où on a lu des articles ou des reportages sur la CGT pendant la campagne électorale ce fut quand P. Martinez signa une tribune avec L. Berger pour appeler à ne pas voter pour Marine Le Pen au second tour des présidentielles. Est-il concevable que le rapport au politique de la CGT puisse consister à se résumer à un combat contre l'extrême droite ne s'attaquant pas aux racines de sa progression ? A vrai dire on a pu observer sur le rapport au politique des bizarreries idéologiques. Ainsi durant la campagne du premier tour le SG de la CGT s'est affiché avec une candidate de la NUPES issu d'EELV, , qui fut la seule candidate NUPES à ne pas se qualifier au second tour dans les trois départements de la première couronne autour de Paris, faute d'avoir cherché à rassembler les forces de gauche. L'initiative était diffusée sur les réseaux sociaux à partir d'une communication sensationnaliste autour de « rencontres sur le canapé de campagne » avec des visuels assez grotesque et peu flatteurs pour le premier dirigeant de la CGT. Sur la vidéo de la candidate on constate une affluence très clairsemée pour participer à ce rendez-vous : une trentaine de personnes au maximum. On peut s'interroger sur l'intérêt et la pertinence de donner son aval à un tel débat. Dans le même temps, la distance cultivée pendant la campagne et maintenue ensuite avec les candidats puis les élus progressistes ayant un parcours de militantisme CGT traduit une véritable impasse stratégique sur la conception du rapport entre sphère politique et syndicalisme. La direction confédérale se méfie farouchement de tout contact avec les partis mais dans le cas d'une candidate écologiste qui coche toutes les cases de la culture « bobo » on fait une exception. La Confédération espère-t-elle ainsi se refaire une santé sur une image d'une CGT moderne et verte à grands coups de communication facile ?

Ceci est d'autant plus inquiétant que cette communication faussement naïve s'accompagne d'une dépolitisation, d'une perte des repères idéologiques et d'un émoussement dans la capacité à affronter les logiques libérales.

Ainsi en 2022, durant la commémoration du massacre de Charonne où le 8 février 1962 neuf camarades cégétistes pour la plupart militants du PCF ont été tués du fait de la répression policière, on a pu entendre le SG de la CGT évoquer les victimes comme des militants CGT « encartés à gauche et pour certains travaillant dans un journal ». Bon nombre de personnes écoutant cette prise de parole ont été heurtés de cette tournure de phrase. Nommer le PCF et le journal « L'Humanité » relèverait-t-il donc du blasphème ? Faut-il désormais renier notre histoire ?

Cette défiance vis-à-vis des partis peut donc se lire comme une tentative de recalibrer l'orientation idéologique de la CGT en l'éloignant de la tradition marxiste sous couvert de modernité et de pragmatisme. Certains à la direction confédérale glose régulièrement sur le refus de « postures idéologiques » et la nécessité de coller au quotidien des salariés. Comme si les deux approches étaient antinomiques et contradictoires alors que leur convergence est le cœur de la double besogne.

Cette défiance vis-à-vis des partis politiques et de l'idéologie marxiste a abouti à une faculté émoussée à dénoncer les politiques libérales. Certes pas encore systématiquement mais de loin en loin on voit émerger des positions incompréhensibles comme la tribune signée par le SG de la CGT en mai 2020 pour soutenir et encourager le plan Merkel Macron de relance européenne aux côtés de la DGB, de la CFDT et des autres syndicats français d'accompagnement. Ce plan attribuait des milliards au patronat et aux acteurs du capitalisme et non aux peuples, alors que la dette s'est faite auprès des banques privées rapaces et que ses intérêts seront payés en grande partie sur le dos des travailleurs français et allemands. La conséquence sera pour les travailleurs la poursuite et l'aggravation des politiques libérales de baisse des salaires, de casse du Code du travail et de destruction des services publics dans les années à venir. C'est au nom de ces arguments que de nombreuses FD et UD ont dénoncé dans la foulée cette faute politique majeure. Comme souvent les explications de cette prise de position hautement problématique n'ont pas été fournies au corps militant, étonné de voir la CGT appuyer une démarche de Macron, le président des riches.

Ce positionnement était d'autant plus incompréhensible qu'il s'est inscrit dans la séquence du 1^{er} confinement marqué par une forte aspiration à ne pas retrouver le « monde d'avant » et ses logiques mortifères.

Chapitre IV : LES ENGAGEMENTS INTERNATIONALISTES :

Lors du dernier congrès, la question des affiliations internationales avait été au cœur de vifs débats. Un amendement avait été voté pour que la CGT travaille à rechercher

constamment l'échange et l'unité avec toutes les organisations syndicales possibles, affiliées ou non à la CES et la CSI et à la FSM. Il faudrait faire un bilan de cet amendement, à partir de quelques exemples comme celui de Cuba.

Le positionnement de la Confédération concernant Cuba a été difficile à comprendre. Alors que l'île a subi de plein fouet les effets les plus sévères du blocus durant la pandémie aucune mobilisation ou initiative d'envergure n'a été proposée par la direction confédérale. Plusieurs organisations du CCN ont alors suggéré à la Confédération de lancer une opération ambitieuse « Des containers pour Cuba » afin d'envoyer des centaines de tonnes de nourriture et de matériel médical ou d'équipement. Sans que cette proposition ne soit jamais débattue en Commission Exécutive confédérale, le BC a alors entrepris une série de revirements sur le sujet : choisissant à plusieurs reprises de s'inscrire puis de rejeter cette opération, sans qu'on comprenne explicitement ce qui motivait ces tergiversations. Au final le projet des Containers a été mené sans la confédération avec plus de trente FD et UD inscrites dans la dynamique et collectant plus de 200 000 euros de dons.

Notons que la Confédération a été beaucoup plus réactive et volontaire pour organiser la solidarité avec l'Ukraine. En effet à grands renforts de communiqués et de vidéos les responsables du pôle international ont évoqué la participation de la CGT au Convoi de la solidarité à partir du 25 juin. L'opération réunit toutes les OS françaises et la CGT a récolté 100 000 euros.

De manière générale, on constate de plus en plus que dans les analyses du pôle international une influence de la grille de lecture des atlantistes et des libéraux faisant de la démocratie bourgeoise l'alpha et l'oméga. Le concept d'impérialisme est devenu tabou et demeure absent des tracts et communiqués confédéraux. La vision atlantiste a par exemple irrigué largement les expressions CGT sur la guerre en Ukraine. Le dictateur brutal et cynique Poutine est perçu comme le grand et quasi unique responsable du borbier en cours alors que la responsabilité de l'OTAN est largement nuancée alors même que cet outil militaire au service de l'impérialisme étasunien n'a rien perdu de son agressivité et de sa puissance de nuisance.

On a retrouvé pour l'Ukraine le même schéma que pour la révolte à Hong Kong : la reprise des mêmes mantras à géométrie variable que les éditorialistes et analystes libéraux sur la liberté des peuples. Concernant Hong Kong, les communiqués CGT éludaient les droits historiques de la nation chinoise sur ce territoire et les manipulations coloniales et néo coloniales des Européens depuis plus de cent ans dans la région, mais aussi les aspects idéologiques et sociologiques de la révolte et son

idéalisation par les libéraux d'Occident, qui ignorent superbement d'autres révoltes populaires légitimes dont les caractéristiques les emballent beaucoup moins, comme en Palestine, en Amérique Latine. Ainsi la CGT tend à l'échelle confédérale à s'aligner sur les critères de la bien-pensance à géométrie variable.

La CGT a d'ailleurs pris le pli de cette façon d'analyser à l'échelle internationale en fonction d'un pathos sélectif. Si les communiqués relatifs à Hong-Kong ou à l'Ukraine ont fleuri, on attend toujours ceux concernant les agressions contre les travailleurs du Venezuela ou la Bolivie, subissant le harcèlement des ultras droitiers et des Etats Unis. Idem pour les travailleurs du Kurdistan, fort peu évoqués dans les expressions confédérales, au motif de ne pas indisposer les syndicats turcs !

Chapitre V : VIE DEMOCRATIQUE ET FONCTIONNEMENT STATUTAIRES :

La situation sur la vie démocratique et le fonctionnement des instances s'est considérablement dégradée ces 3 dernières années. Si l'origine de cette dégradation est sans doute plus ancienne, l'accélération et l'amplification des dysfonctionnements est considérable depuis 2019. A l'échelle confédérale, la culture du débat s'est beaucoup détériorée. Il est devenu quasi impossible désormais d'exprimer en CEC ou en CCN des points de vue divergents et pluriels sans voir son avis être déformé et simplifié en dehors de toute honnêteté intellectuelle et de tout respect fraternel.

Toute expression qui n'est pas une adhésion à celle du SG est susceptible d'être détournée en une défiance suspecte et une inacceptable volonté de fracturer la CGT. Si l'on est critique devant les dysfonctionnements de plus en plus structurels de la Confédération, on se fait taxer de fractionnisme même quand les analyses sont étayées et qu'elles n'empêchent pas au quotidien de s'inscrire dans le déploiement de l'activité confédérale. Ainsi dans le même temps le discours de l'entourage du SG consiste à regretter la perte de la culture du débat tout en fustigeant la moindre expression de désaccord comme louche, lourde en périls et masquant une volonté de division.

D'où une absence de débats véritables et nécessaires désormais au sein de la CEC. Celle-ci avait été totalement verrouillée dès 2019 et au-delà de quelques camarades qui tentaient de faire vivre le pluralisme des analyses on observait du légitimisme rigide et une peur de s'exprimer sincèrement. Les temps de débats sur l'actualité sont devenus de plus en plus succincts avec de moins en moins de camarades exprimant leur avis. Plusieurs CEC prévues sur la journée se sont arrêtées à 13 heures ! Les ordres du jour peuvent être modifiés jusqu'au matin de la réunion. Pendant le confinement les réunions de la direction fédérale étaient morcelées en groupe de 5, par téléphone et sans possibilité de savoir ce qu'il se passait dans les autres groupes alors que les comptes rendus étaient rédigés pour le BC. Cela illustre une conception du BC erronée qui perdure depuis ce mandat, avec une hiérarchie comme dans une entreprise, les membres du BC étant « supérieurs » avec un rapport de subordination des membres de la CEC !

Les CCN ont donné lieu eux à des oppositions bien plus nettes car cette instance est beaucoup moins verrouillée dans sa composition. Mais les débats y sont marqués par la multiplication d'attaques personnelles et de procès en fractionnisme au détriment des débats de fond et de véritables analyses fondées sur des arguments objectifs et honnêtes. Ce climat délétère explique que de plus en plus de dirigeants boycottent plus ou moins explicitement les CCN ou bien y participent sans jamais s'exprimer.

Au-delà de ce recul dans la culture du débat, le péril le plus grave est le non-respect de plus en plus flagrant des règles démocratiques dans la prise de décision au sein de la Confédération.

Dans les parties précédentes des critiques fortes ont été portées sur les orientations prises. Or, sur tous les sujets évoqués les positions fédérales ont été décidées par un petit nombre de dirigeants autour du SG, mettant la CEC et le CCN devant le fait accompli, outrepassant les compétences statutaires de ces instances. Qu'il s'agisse du plan Merkel Macron, de la démarche « Plus jamais ça », la CEC et le CCN soit n'ont pas été consultés du tout, soit l'ont été mais en aval, une fois que tout a été établi, comme une simple chambre d'enregistrement.

La majeure partie des décisions stratégiques échappent à la CEC. Sur la non-participation de la Confédération à l'opération des Conteneurs pour Cuba, la CEC n'a pas été consultée durant les mois de tergiversations du SG et du BC, alors que l'initiative était portée par plus d'une trentaine de FD et UD.

Sur le plan Merkel-Macron, la CEC n'a jamais été invitée à débattre d'un éventuel soutien avant de lire la tribune dans la presse. Quand la CEC exprime un point de vue équilibré, soucieux de rassembler l'organisation sur un sujet épineux lors de l'entre-deux-tours de la présidentielle, le SG prend la liberté de signer une tribune avec le SG de la CFDT dont la configuration comme le contenu balaièrent allègrement le travail collectif ayant abouti à l'expression de la CEC. Ce texte réussit l'exploit de qualifier le parti présidentiel de force garante et respectueuse de la devise républicaine !

En revanche, le SG n'hésite pas à consulter la CEC quand il propose le matin même, après une « fuite » dans la presse, la personne qui selon ses vœux devrait lui succéder, dix mois avant le congrès confédéral et plusieurs mois avant que la commission des candidatures ne valide la liste proposée au CCN. Ainsi si on ne consulte pas la CEC sur les véritables sujets qui relèvent de ses prérogatives, on la fait voter quand les statuts ne le prévoient pas. Ainsi la CEC est devenue une coquille vide, qu'on utilise à dessein. Une chambre d'enregistrement qui n'enregistre même plus.

La situation à l'issue des législatives et l'arrivée des 89 députés RN a donné lieu à une situation très révélatrice. On apprend dans un premier temps que la CGT ne participera plus aux audiences à l'Assemblée du fait du poids nouveau de l'ED. Jamais la CEC n'a voté une telle décision pourtant. Puis quelques jours plus tard on apprend dans un relevé du BC que finalement la CGT s'y rendra mais sans répondre aux questions du RN. Mais là aussi pas de délibération de la CEC.

La CGT est absente de nombreux lieux, débats, auditions, non par choix mais par désorganisation et manque de professionnalisme.

Quant au CCN il est l'objet d'un évitement. En novembre 2021 plusieurs organisations exigent un calendrier pour un processus de luttes. Le BC répond que le moment n'est pas venu de proposer des dates. Une semaine après le CCN, la CEC se voit proposer une date de mobilisation autour de février qui aboutira au 17 mars 2022. De même, le SG annonce en CEC sa volonté de ne pas reconduire son mandat lors du 53^e congrès, alors que le CCN était réuni dix jours plus tôt sans qu'il ne signifie quoi que ce soit alors que selon ses dires il aurait eu cette volonté depuis le 52^e congrès.

La lutte pour l'émancipation des femmes est constitutive de notre combat de classe. A ce titre, la CGT agit pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles, y compris au sein de l'organisation. Outre un travail politique constant pour mettre fin aux comportements inacceptables, cette bataille nécessite une procédure et des outils de traitement des situations fondés sur nos principes et valeurs démocratiques.

Le traitement de plusieurs situations par l'actuelle cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles n'a pas répondu à cette nécessité. C'est particulièrement vrai s'agissant de l'indispensable équilibre entre respect de la parole des femmes et présomption d'innocence, et de la confusion quant au rôle de la cellule, passée de la veille et de l'accompagnement à l'enquête à charge.

Cela a généré des situations de tension extrême dans de nombreuses organisations, ce qui est préjudiciable à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Ce déséquilibre trouve une de ses sources dans les thèses exposées par la tribune anonyme intitulée "*Pour que le Metoo syndical s'amplifie*" selon laquelle le fait de "*brandir le non-respect de la présomption d'innocence*" en matière de violences sexistes et sexuelles serait un "*non-sens classique*".

Le paroxysme de la dérive a été atteint avec un communiqué confédéral jetant de fait sur la place publique un camarade membre de la direction confédérale, pour devoir rétropédaler six mois plus tard dans un autre communiqué.

Une clarification politique doit être opérée pour reconstruire un outil de lutte contre les violences sexistes et sexuelles fonctionnant selon des principes conformes aux conceptions fondamentales de la CGT, conditions de l'efficacité de ce combat incontournable.

Chapitre VI : Vie organisationnelle et influence électorale :

La CGT a perdu pour la première fois de son histoire la première place dans le paysage syndical français. Non seulement ce qui aurait dû être perçu comme un séisme avec comme ambition la reconquête de notre position légitime n'a fait l'objet d'aucun diagnostic approfondi et débat prospectif au 52^e congrès mais il en a été de même durant les 3 années passées.

Les rares fois où les causes de notre déclin aux élections sont posées, le débat est verrouillé autour de certaines explications comme la place croissante des ICTAM dans la population active, ou en reprochant un trop grand éloignement des préoccupations des salariés sous prétexte d'une supposée trop grande place à l'idéologie. Faute d'un véritable débat de fond sur l'incapacité de la CGT à proposer un véritable contre modèle cohérent de société et la perte concrète de repères dans la culture syndicale le déclin est irrémédiable. Un tour de France de la vie syndicale a été impulsé il y a quasiment deux ans. Quel bilan en est sorti ? Comme les organisations l'ont-elles perçu ? Les réponses seraient fort intéressantes sachant que plusieurs organisations ont regretté l'aspect très complexe autour de power points très denses et pas faciles d'accès s'apparentant à une démarche éloignée de leur quotidien et de leurs pratiques de terrain.

En termes de syndicalisation la CGT perd 80 000 syndiqués en 10 ans et depuis 2019 c'est une perte de 20 000 syndiqués. La CGT passe sous la barre des 600 000 syndiqués. L'heure est grave et il serait inacceptable que le déni continue et que cette question ne soit pas au centre du 53^e congrès.